

LE CHÔMAGE AQUITAIN DANS LA TENDANCE NATIONALE,  
MALGRÉ UN CONTEXTE MOINS DÉFAVORABLE

N° 190  
MAY 2010

**En France, depuis début 2008, la crise affecte l'ensemble des régions. La baisse d'activité se traduit d'abord par une forte chute des emplois intérimaires et un recours accru au chômage partiel. Elle se poursuit par de nombreuses suppressions d'emplois dans les entreprises. Tous ces effets conjugués conduisent à une forte augmentation du chômage. L'Aquitaine n'échappe pas à une progression du chômage presque aussi forte qu'en moyenne nationale. La structure de ses activités et des effets propres lui permettent toutefois de limiter la baisse du niveau de l'emploi. En termes d'emploi et de chômage, l'impact de la crise semble plus marquer la Dordogne et le Lot-et-Garonne.**

Dès le début de l'année 2008, les premiers signes de dégradation de l'activité économique sont perceptibles. Comme la plupart des pays de la zone euro, le Royaume-Uni et le Japon, la France entre en récession au troisième trimestre 2008 avec une diminution du produit intérieur brut (PIB) de 0,2 % après une baisse de 0,4 % au trimestre précédent. La crise financière consécutive à la crise des *subprimes* a brutalement conduit à une récession mondiale. La contraction de l'activité dans l'ensemble des économies avancées s'accompagne d'une chute du commerce mondial qui entraîne une baisse globale des débouchés à l'exportation pour les entreprises. Parallèlement, la crise financière se traduit par un durcissement des conditions de financement des

investissements. Ces deux phénomènes conjugués conduisent à une contraction très marquée de l'investissement productif et de l'emploi.

Le paroxysme de la crise est atteint au 1<sup>er</sup> trimestre 2009 et des signes d'amélioration interviennent en France à partir du 2<sup>e</sup> trimestre. Dans la plupart des grands pays, la sortie de récession se précise à partir du 3<sup>e</sup> trimestre 2009 grâce à l'amélioration des conditions financières et aux plans de relance mis en place au cours de l'année 2009.

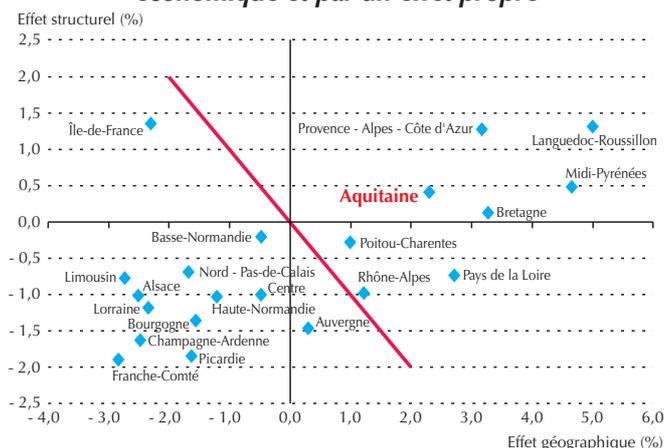
#### Meilleure résistance à la crise en Aquitaine

Les disparités d'évolution de l'emploi entre les territoires peuvent s'expliquer d'une part par des différences de structure sectorielle et d'autre part par des effets propres à la région qui regroupent tous les autres effets, dits effets géographiques (nature du territoire, politiques locales, dynamisme démographique...). La comparaison de toutes les régions par rapport à la moyenne française au cours des périodes d'avant crise 2002-2006 et de crise 2008-2009 permet de positionner l'Aquitaine.

L'Aquitaine se situe parmi les régions qui semblent avoir le moins souffert en France. Entre début 2008 et fin 2009, la baisse des effectifs salariés des secteurs concurrentiels est de -2,8 % dans la région, alors qu'elle se situe à -3,6 % en France. Avant la crise, entre les 3<sup>es</sup> trimestres 2002 et 2006, l'Aquitaine se trouvait dans une dynamique d'emploi nettement positive : +4 % contre +1,3 % en France.

La meilleure résistance de la région s'explique à la fois par sa structure économique et par un avantage géographique. Avant la crise, entre 2002 et 2006, un effet structurel favorable de +0,4 point se conjuguait à un effet géographique positif de 2,3 points pour aboutir à une différence de 2,7 points avec le niveau national sur l'augmentation de l'emploi. La

### Avant la crise, l'Aquitaine dans une dynamique d'emploi très positive est favorisée à la fois par sa structure économique et par un effet propre

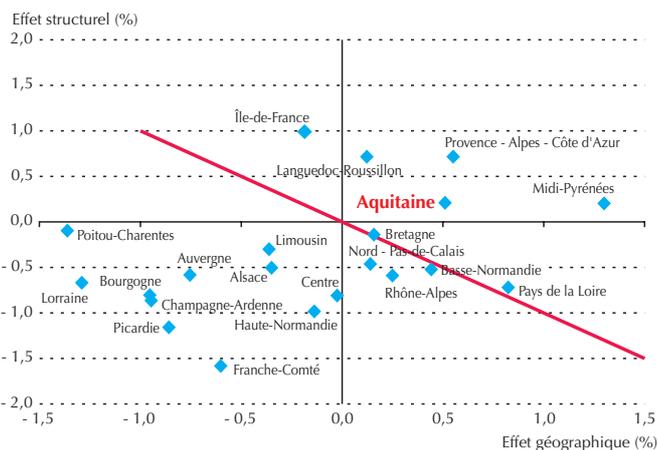


Évolution de l'emploi salarié marchand par régions (sauf Corse) due aux effets structurel et géographique - Période : 3<sup>e</sup> trim. 2002-3<sup>e</sup> trim. 2006

Source : Insee, Estimations d'emploi

**Note de lecture** (graphique de gauche) : La droite rouge illustre les situations où les effets structurels et géographiques s'annuleraient. Elle sépare les régions avec un taux de croissance de l'emploi supérieur ou inférieur à la moyenne française sur la période 2002-2006. Six régions (Corse, Languedoc-Roussillon, Provence - Alpes - Côte d'Azur, Midi-Pyrénées, Aquitaine et Bretagne) ont à la fois un effet structurel et un effet géographique positifs. En Île-de-France, l'effet structurel favorable (+ 1,35 point) ne suffit pas à compenser l'effet géographique négatif (- 2,3 points) : au total son taux de croissance de l'emploi est inférieur de 0,95 point au taux de croissance moyen national.

### L'Aquitaine est affectée par la crise, mais elle se trouve parmi les régions plutôt préservées



Évolution de l'emploi salarié marchand par régions (sauf Corse) due aux effets structurel et géographique - Période : 1<sup>er</sup> trim. 2008 - 4<sup>e</sup> trim. 2009

Source : Insee, Estimations d'emploi

crise a affecté la région, mais toujours protégée par ses atouts à la fois géographiques et structurels, elle a conservé un taux d'évolution de l'emploi supérieur de 0,7 point à celui de la France.

Les économies spécialisées dans le tertiaire ont mieux résisté à la crise. En effet, les régions Île-de-France, Provence - Alpes - Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon ou Midi-Pyrénées ont, avec l'Aquitaine, été les moins touchées. La part de l'emploi dans les services marchands y est majoritaire ; l'influence du tourisme et du dynamisme démographique sur l'économie est importante. Celles qui ont, au contraire, été le plus affectées sont les régions industrielles telles que l'Alsace, la Lorraine ou la Picardie.

### Pertes d'emplois dans tous les secteurs, surtout dans l'industrie

En Aquitaine, comme en France, le retournement de l'emploi, en hausse depuis 2004, se produit au 2<sup>e</sup> trimestre 2008. Depuis, trimestre après trimestre jusqu'à septembre 2009, l'emploi régional salarié marchand, hors intérim, diminue constamment. Avec une progression de + 0,2 %, le dernier trimestre 2009 pourrait annoncer une sortie de crise.

En 2009, plus de 10 000 emplois salariés du secteur concurrentiel sont supprimés dans la région. Ce recul important fait suite à un autre plus modéré en 2008, de 1 500 emplois.

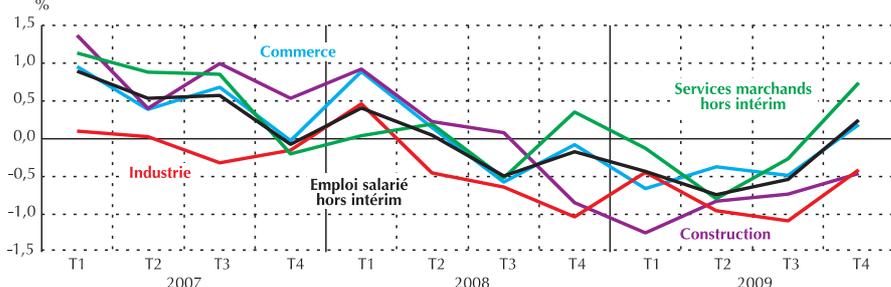
L'industrie est le secteur qui contribue le plus à ces pertes d'emploi : presque 7 000 emplois en moins sur deux ans.

Les entreprises de la métallurgie dépendantes du secteur aéronautique souffrent de la crise avec retard. En 2008, le niveau d'activité sur les marchés aéronautique et spatial a permis d'amortir les effets de la crise sur les entreprises de la métallurgie, en particulier sur la sous-traitance. Le retournement est nettement marqué au premier trimestre 2009 avec une baisse significative du niveau d'activité qui se confirme sur les

quatre trimestres suivants. Les effets sur le tissu des sous-traitants sont importants.

La construction, secteur très porteur avant la crise, est touchée par les suppressions d'emploi à partir du 4<sup>e</sup> trimestre 2008 et perd 2 500 emplois sur l'année 2009. Les effectifs salariés du commerce régressent depuis le 3<sup>e</sup> trimestre 2008 mais se redressent en fin d'année 2009. Le déficit s'élève à 2 000 emplois en un an. Enfin, les difficultés atteignent aussi les services marchands hors intérim à partir du 3<sup>e</sup> trimestre 2008. Cependant des rebonds d'activité se produisent aux quatrièmes trimestres 2008 et 2009 avec respectivement + 0,4 % et + 0,7 % de hausse des effectifs. La

### Une évolution positive pour les services marchands hors intérim et le commerce au 4<sup>e</sup> trimestre 2009



Évolution de l'emploi salarié marchand hors agriculture en Aquitaine

Source : Insee, Estimations d'emploi

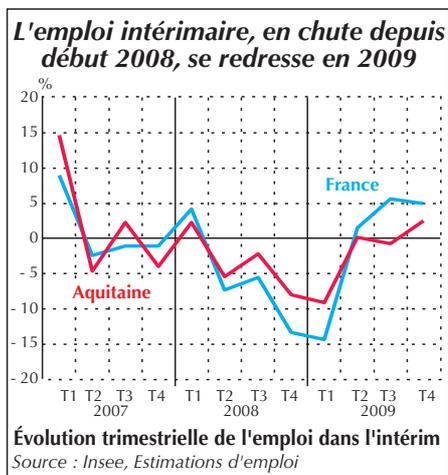
chute du nombre d'emplois est plus limitée dans ce secteur : 1 500 en 2009.

### Chute en 2008, puis rebond de l'emploi intérimaire mi-2009

Au constat précédent s'ajoutent les pertes de contrats d'intérimaires. Ce mode de flexibilité externe est utilisé, en premier lieu, par les entreprises pour réduire leur activité. En Aquitaine comme en France, dès le deuxième trimestre 2008, les effectifs dans l'intérim chutent. Ainsi au cours de l'année 2008 dans la région, 3 700 salariés y perdent leur emploi. Le niveau le plus bas est atteint au 1<sup>er</sup> trimestre 2009.

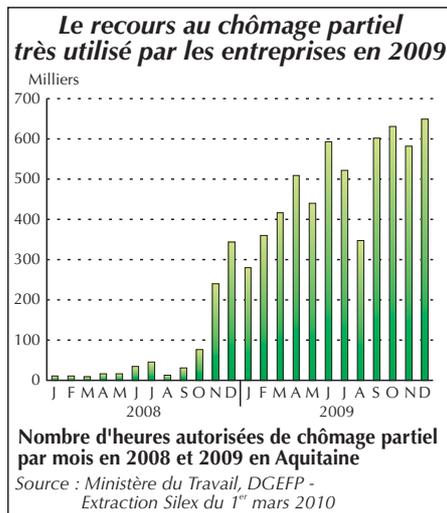
La situation dans l'intérim s'améliore ensuite, aussi la contraction des effectifs se limite à 1 800 en 2009. Le rebond de l'intérim au 2<sup>e</sup> trimestre 2009, puis au 4<sup>e</sup> trimestre, est un signe positif en faveur de la reprise.

Au niveau national, le nombre d'intérimaires fin 2009 reste plus faible que celui estimé un an plus tôt (- 3,6 %).



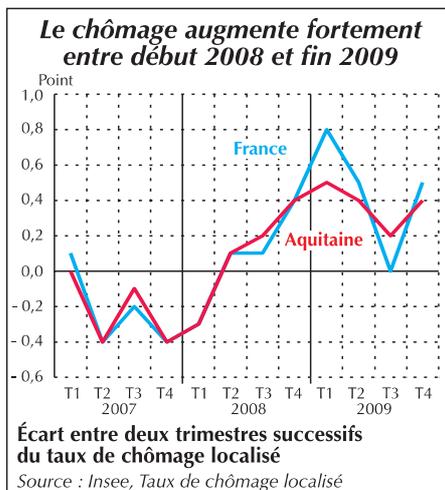
### Recours considérable au chômage partiel

Un autre mode d'ajustement, interne celui-ci, a été utilisé par les entreprises pour faire face à la crise. Le nombre d'heures de chômage partiel auquel elles ont recouru est, pour chaque mois de 2009, 25 à 60 fois plus élevé que le nombre d'heures demandé en janvier 2008. Pour décembre 2009, il s'élève dans la région à 650 000 heures.



### Dégradation du marché du travail

La crise entraîne une dégradation du marché du travail à partir de l'été 2008. Entre début 2008 et fin 2009, le taux de chômage en Aquitaine augmente de 2,2 points, passant de 7,1 % à 9,3 %. Cette augmentation est légèrement plus faible que celle enregistrée en France (+ 2,4 points).



Fin 2009, l'Aquitaine compte 200 700 demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A, B, C), en progression de 51 800 sur dix-huit mois. Deux tiers d'entre eux n'ont pas d'emploi (catégorie A) et les autres exercent une activité courte ou longue (catégories B et C).

La forte remontée du chômage touche toutes les catégories, mais à des rythmes

divers. Ainsi, pour les chômeurs n'ayant pas du tout travaillé (catégorie A), l'augmentation du chômage en 2009 est de 20,8 % pour les hommes et de 12,4 % pour les femmes. De même, les jeunes de moins de 25 ans ont le plus souffert de la crise, suivis par les seniors de 50 ans ou plus. En deux ans, de fin 2007 à fin 2009, la part des moins de 25 ans parmi les chômeurs progresse ainsi de 1,3 point, celle des 50 ans ou plus de 0,5 point tandis que celle des 25 à 49 ans diminue de 1,8 point.

Par ailleurs, après avoir constamment décliné à partir de la fin de l'année 2005, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits depuis plus d'un an repart à la hausse depuis la mi-2008. Fin 2009, ils sont 63 900, soit un tiers des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi dans ces catégories.

Fin mars 2010, en Aquitaine, le nombre de demandeurs d'emploi augmente, mais de façon plus modérée : 14 % d'augmentation sur un an (16 % sur l'année 2009).

Pour 2010, la situation devrait un peu s'améliorer avec une moindre baisse de l'emploi et un chômage en hausse certes, mais plus faible. Le taux de chômage atteindrait 9,8 % au deuxième trimestre 2010 en France métropolitaine et sans doute 9,5 % en Aquitaine.

### Dordogne et Lot-et-Garonne plus sévèrement affectés par la crise

Les départements aquitains sont tous concernés par la chute des emplois concurrentiels. Entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2008 et le 4<sup>e</sup> trimestre 2009, la Gironde perd 2 % de ses effectifs. C'est le département qui résiste le mieux. Les Pyrénées-Atlantiques en perdent 3 % et les Landes 3,2 %. La Dordogne et le Lot-et-Garonne sont les plus affectés et enregistrent des pertes respectives de 4,2 % et 4,4 %.

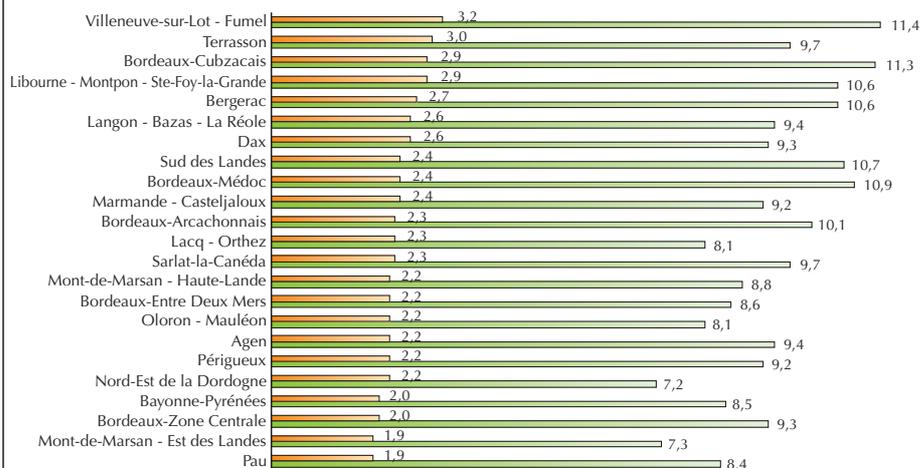
La Gironde renforce donc un peu sa prépondérance dans l'économie de la

région au détriment de la Dordogne et du Lot-et-Garonne. Hormis la quasi-stabilité des effectifs des services marchands hors intérim (sauf en Dordogne), tous les autres secteurs perdent des emplois. Pour les effectifs salariés de l'industrie, c'est encore la Gironde qui renforce son poids dans la région. Pour ceux de la construction, c'est plutôt les Pyrénées-Atlantiques qui gagnent du terrain.

Le chômage augmente dans tous les départements mais différemment. La situation la plus favorable concerne les Pyrénées-Atlantiques. Le taux de chômage n'y augmente que de 2 points et s'établit à 8,4 % fin 2009. En Gironde, la hausse est aussi dans les plus modérées (+ 2,1 points) et le taux de chômage atteint 9,5 % fin 2009. Dans les trois autres départements, les progressions sont plus fortes : de 2,4 à 2,6 points. Le département des Landes reste cependant en deçà de la moyenne fin 2009 (9 %), tandis que la Dordogne et le Lot-et-Garonne affichent respectivement des taux de 9,8 % et 9,9 %. Il est à craindre que la barre des 10 % soit atteinte début 2010.

Dans les zones d'emploi de la région, les augmentations de taux de chômage s'échelonnent de 1,9 à 3,2 points. Villeneuve-sur-Lot - Fumel est la zone la plus touchée et son taux de chômage s'élève à 11,4 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2009. Celles de Terrasson et Bergerac en Dordogne, celle de Libourne - Montpon - Sainte-Foy-la-Grande à la fois sur la Dordogne et la Gironde et celle de

**Les zones d'emploi diversement affectées par l'augmentation du taux de chômage**



**Taux de chômage localisé au 4<sup>e</sup> trimestre 2009 et écarts avec le 1<sup>er</sup> trimestre 2008 dans les zones d'emploi d'Aquitaine (%)**

Source : Insee, Taux de chômage localisé

Écart 1<sup>er</sup> trim 2008-4<sup>e</sup> trim 2009  
 Taux 4<sup>e</sup> Trim 2009

Bordeaux-Cubzacais en Gironde sont les plus affectées par la montée du chômage. Celles de Pau et Bayonne-Pyrénées ainsi que Bordeaux-Zone Centrale et Mont-de-Marsan - Est des Landes résistent le mieux fin 2009.

**Cécile BOLLIER**

**POUR EN SAVOIR PLUS ...**

- **"Conséquences de la crise sur l'emploi dans les régions : Une aggravation des disparités entre le Nord-Est et le Sud"**  
Insee Première n° 1295-mai 2010
- **"Une demande sans tonus en Europe"**  
Note de conjoncture Insee - mars 2010
- **"Les capacités de réaction de l'économie aquitaine face aux effets de la crise financière"**  
Dossier CESR - Observatoire des mutations économiques - décembre 2009
- **"L'année économique et sociale 2009 en Aquitaine"**  
Dossier Insee Aquitaine n° 71-mai 2010

**Estimations d'emploi**

Les estimations d'emploi désignent une synthèse de sources permettant une couverture exhaustive de l'emploi total (salarié et non salarié), exprimé en nombre de personnes physiques (et non en nombre de postes de travail), et une ventilation à un niveau sectoriel et géographique assez fin.

Les estimations trimestrielles localisées portent sur l'emploi salarié des secteurs marchands qui se fondent sur une exploitation des données des Urssaf. Il s'agit de la partie de l'emploi la plus sensible aux variations conjoncturelles.

Depuis de nombreuses années, l'Insee publie des estimations trimestrielles d'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles. Depuis l'estimation du deuxième trimestre 2009, l'Insee utilise la nomenclature d'activités "NAF rev 2". Le champ des secteurs dits "essentiellement marchands" couvre 15 des 17 postes de la nomenclature d'activités française NAF (secteurs DE à MN et secteur RU). Il regroupe les activités les plus sensibles à la conjoncture et est presque équivalent au champ publié en ancienne NAF.

Les autres composantes de l'emploi restent pour l'instant estimées sur une base annuelle, au 31 décembre de chaque année.